

MÉMOIRE COLLECTIVE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL ETUDES DE CAS

Guy VINCENT*

En 1989 et 1990, une recherche a été réalisée dans le cadre du Groupe de recherche sur la socialisation (URA 893 du CNRS, Université Lumière-Lyon2), en réponse à l'appel d'offre du Programme Rhône-Alpes de Recherches en sciences humaines sur le thème : "Pratiques culturelles et institutions de conservation du patrimoine dans la Région Rhône-Alpes".

La réponse à l'appel d'offre avait été faite en collaboration par Guy Vincent, Louis-Jean Gachet et Denis Cerclet. Intitulée "Les pratiques patrimoniales, les institutions et le territoire", la recherche a porté sur deux terrains différents : un patrimoine religieux en Savoie (les chapelles baroques de Maurienne et de Tarentaise) et un patrimoine industriel dans le Roannais. Deux rapports distincts (mais avec une problématique identique) ont été rédigés par les chercheurs qui avaient effectué les enquêtes de terrain (sous la direction de G. Vincent) : Daniel Thin et Hélène Pouteau pour la Savoie, Marie-Josée Peltier et Edith Planche¹ pour le Roannais.

* GRS-URA 893
Université Lumière-Lyon 2

¹ Respectivement titulaires du DEA de Sociologie, du DESS de Sociologie appliquée au développement social et culturel, du DEA d'Ethnologie.

C'est ce dernier rapport que nous présentons ici, en reprenant quelques-unes des hypothèses élaborées au début de la recherche.

Après une brève pré-enquête, deux "sites" ont été retenus : il s'agit d'Amplepuis et de Cours, deux petites villes (5 000 habitants) situées dans ce que certains appellent aujourd'hui le Haut-Beaujolais, et qui se sont constituées à partir de bourgs ruraux à la mi-XIX^{ème} siècle, avec le développement de l'industrie textile dans la région de Roanne.

L'enquête a été conduite par analyse de documents et d'études déjà réalisées, par observation (les chercheurs séjournant à plusieurs reprises dans les villes), et par entretiens semi-directifs (certaines personnes acceptant plusieurs entretiens successifs). Une trentaine d'entretiens ont été retenus et analysés pour la rédaction du rapport.

Dans plusieurs études de cas, on a cherché à préciser, affiner et tester quelques concepts et hypothèses, empruntés d'une part à Maurice Halbwachs ("mémoire collective", "formes matérielles" des sociétés), d'autre part à Merleau-Ponty (conception de l'historicité, notions de "forme" et de "sens", rapport du symbolique et du social).

Ce travail nous paraissait utile dans la mesure où les notions de "mémoire", de "territoire" (et d'"identité") sont très fréquemment présentes dans les discours sur la valorisation du "patrimoine", sur les écomusées ("en avant la mémoire"), sur le "développement", etc. Traiter du problème de la mémoire et du développement n'est donc pas nouveau : simplement, il nous a semblé que l'on faisait souvent comme si le futur n'était pas une dimension constitutive de la mémoire² ; que l'on n'avait pas étudié d'assez près comment s'effectue le travail de la mémoire (quête de sens, va-et-vient entre avenir et passé...). L'objet principal des études de cas ici résumées était donc la multiplicité des manières dont le passé est repris, interprété, et orienté vers un à-venir.

² Un philosophe oublié écrivait cependant en 1945 : "*La mémoire humaine se constitue en vue d'une personnalité à venir, qui s'élabore peu à peu, et non d'un moi déjà donné ; elle est toujours mémoire pour...*"

"Par la projection de l'avenir dans le passé, celui-ci est approprié, reconnu comme mien".

Ces diverses manières, ces pratiques sont notamment celles qui constituent (donnent consistance et signification) à des patrimoines.

Mais ce problème ne pouvait être abordé indépendamment de celui du politique. Le travail de la mémoire, disait G.H. Rivière, est accompli "ensemble" par "un pouvoir et une population". Le mot "ensemble" pouvant prêter à confusion, disons que le travail de et sur la mémoire est inséparable des rapports politiques, des rapports de domination dans lesquels les groupes se constituent et se définissent. Inséparable, donc, des politiques (en particulier les politiques "de développement") qui disent et instaurent l'avenir de ces groupes.

Enfin, et pour en terminer avec ces brèves indications sur la problématique, dans la mesure où les rapports sociaux structurent l'espace, où la mémoire investit des "lieux", où les "formes matérielles" sont inséparables des "formes symboliques", ces analyses peuvent peut-être permettre de préciser la définition du "territoire".

I - AMPLEPUIS

La diversité des pratiques patrimoniales (au sens de pratiques constitutives d'un "patrimoine"), le fonctionnement complexe de la mémoire collective ont pu être étudiés dans le cas d'Amplepuis.

La ville est très fortement marquée par son passé textile et par la crise récente des industries textiles. Sans doute pourrait-on dire que chaque catégorie d'acteurs construit les significations de ce passé selon sa situation présente (sa place dans l'espace social et dans le temps) et l'avenir qu'elle cherche à se donner.

Pour nombre d'habitants, le textile évoque à la fois ce qui a disparu et ne peut renaître ("*Le textile, c'est fini ; les gens c'est plus leur truc*"), la perte d'emplois et la baisse de population, le délabrement actuel de la ville ("*y a plus rien à faire. La population baisse. Cours c'est plus joli. Y a plus d'emplois à Cours*"). Pour certains jeunes notamment, la préoccupation principale est d'avoir un emploi et les tentatives de mise en valeur du patrimoine textile ne semblent guère les intéresser.

Pour d'autres au contraire, il faut mettre en valeur la ville et son passé industriel, en corrigeant les aspects négatifs de leur image. Ainsi s'effectue (lentement) la réfection de façades anciennes, dans le cadre d'une OPAH Thizy-Amplepuis. Cette opération n'est d'ailleurs pas toujours acceptée facilement : tout le monde n'a pas le même rapport au passé et donc les avis divergent sur les couleurs de l'ancien. De même peut-on, sans nier le caractère industriel de la ville, souligner le fait qu'elle est restée un bourg rural après l'industrialisation, et intégrer cela dans l'idéologie actuelle de l'environnement.

L'association "Patrimoine Haut-Beaujolais" répand ainsi le slogan: "des usines au milieu des sapins". Nous abordons ici un aspect essentiel des discours qui à la fois désignent et constituent un territoire. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir une nouvelle activité économique, qui serait le tourisme, encore qu'un "Lac des Sapins" ait été aménagé ("*A une heure de Lyon par la vallée de l'Azergues*", dit la publicité), et qu'une Union touristique des Monts du Beaujolais se soit constituée pour organiser des circuits. Il s'agit aussi, pour un certain nombre d'"acteurs individuels et collectifs" (Syndicat interprofessionnel, municipalités...) de faire face à la "crise", de se mobiliser et de mobiliser en disant quel peut être l'avenir pour les habitants d'une "région" - ainsi constituée ou reconstituée, restructurée. Définir l'avenir d'un espace défini comme le "Haut-Beaujolais" - par opposition à la fois au Roannais et au Beaujolais -, telle est donc l'opération proprement politique (comportant en particulier l'élaboration de "politiques de développement"), qui vise à favoriser l'émergence, sinon d'une nouvelle identité locale, du moins d'une nouvelle "image de marque" pour un "pays".

Dans ce travail, Amplepuis tient une place importante, en raison de la richesse de son "passé textile". En étudiant quelques aspects de la mise en valeur de son patrimoine industriel, on peut continuer à analyser comment diverses catégories d'acteurs investissent différents lieux de significations symboliques et comment s'effectue le travail sur la mémoire, indissociable d'un travail de la mémoire.

A Amplepuis, deux lieux principaux apparaissent, mais de manière très différente, comme des lieux fortement investis de significations symboliques : le musée Thimonnier et la Cité Déchelette.

Le musée est évidemment l'un des points du circuit touristique (*"Le musée, il ne reste que ça pour faire connaître la région"*) et, portant le nom de Barthélémy Thimonnier (né à l'Arbresle), qui a inventé la machine à coudre en 1830, il est devenu constitutif de l'image de marque d'Amplepuis : toute politique de développement économique doit en effet imposer un label, et aussi souligner les "savoir-faire" qui qualifient une population comme "ressource humaine" pour toute entreprise.

Le *Guide de Tourisme Michelin* - que nous incluons dans l'enquête puisqu'il contribue à faire exister les "régions touristiques", avec leurs "itinéraires" et leurs "principales curiosités" - mentionne Amplepuis pour son Musée de la machine à coudre et du cycle, ainsi que le Lac des Sapins. Au début de l'ouvrage, le chapitre "Un pays de novateurs" comporte une notice sur Barthélémy Thimonnier. Né à l'Arbresle, près de Lyon, il est tailleur à Amplepuis de 1795 à 1822, mais c'est à Valbenoîte, près de Saint-Etienne, qu'il invente sa machine, et c'est à Paris qu'il crée le premier atelier de couture mécanique. Il revient, ruiné, vivre (et mourir) à Amplepuis, après que les deux cents ouvriers eurent saccagé l'atelier parisien. Après sa mort, une compagnie de Manchester développera le "couso-brodeur"... (*Guide de tourisme Vallée du Rhône, Lyonnais, Velay*, éd. de 1989).

La création d'un musée centré sur la machine à coudre a duré vingt années (1965-1985), et a nécessité non seulement des investissements assez lourds de la municipalité, mais un travail de longue haleine auprès de la population. Tout d'abord il fallut faire connaître Thimonnier comme étant "de la ville" et le faire reconnaître comme "personnage célèbre" ("inventeur") :

"Il y a au moins dix familles de Thimonnier à Amplepuis".

"J'ai toujours vu une plaque (sur la maison qu'il habitait). Mais je ne mesurais pas sa découverte. Personne n'y avait pensé. On en entendait parler, mais ça ne nous frappait pas".

"Je pense qu'on a valorisé Thimonnier en faisant ce musée... C'était quelqu'un d'ici, mais je me demande si finalement on mesurait sa découverte".

L'objet machine à coudre, à défaut de son inventeur, occupait certes une place dans la mémoire collective (*"Elle m'a permis de*

travailler à domicile. Bon, ce n'est pas qu'on gagnait, mais ça me permettait de me faire un petit quelque chose tout en gardant mes enfants"), et le musée Thimonnier fait une place à l'histoire locale (les couturières et d'autres métiers féminins). Il n'en fallut pas moins, non seulement rassembler d'anciennes machines, mais faire admettre aux habitants qu'elles pouvaient être solennisées et éternisées pour devenir objets d'exposition et de musée. Ce fut le travail du Groupe archéologique et historique. A partir de 1975³, il organise des expositions pour "éclairer les gens sur le patrimoine qui leur appartient".

"...et ce patrimoine, si les gens voulaient bien, en faire un joli musée. Alors, petit à petit, on est arrivé à faire prendre conscience qu'on était des gens responsables, et que si un jour on nous donnait un bâtiment pour faire un musée, ce ne serait pas pour quelque chose qui ne durerait pas".

L'imposition de significations - le travail sur la mémoire - apparaît d'autant mieux comme telle que le lieu proposé par la municipalité pour faire le musée fut une chapelle, celle de l'ancien hôpital. Il fallut donc faire accepter la sacralisation de la machine à coudre :

"La chapelle, dans une région comme Amplepuis, où les gens sont assez respectueux des traditions religieuses... Les gens disaient : qu'est-ce qu'on va faire là-bas, dans la chapelle ?"

La chapelle ayant été remodelée par une architecture moderne, le musée a été inauguré en 1985, et il est aujourd'hui considéré comme "beau", - mais beau peut-être surtout pour les autres -, par les habitants interviewés : *"Le musée, oh, il est beau. Les gens qui viennent, ils sont contents de le visiter"*. Aux yeux de certains, il est tout à la fois un emblème de la ville, son "fleuron", un moyen de développement et aussi de publicité pour les entreprises (un sachet de chocolats est remis aux visiteurs et une entreprise sponsorise le musée) :

³ On ne prétend pas ici faire une histoire complète et "objective" : ce sont des bribes d'histoires, racontées par les interlocuteurs. Chacun de son "point de vue", chacun à sa manière, racontant son histoire "dit" par là même, - sans la dire vraiment -, la manière dont il organise son passé, son présent et son avenir.

"Le musée favorise la vocation touristique de la région. Il apporte 12 000 visiteurs par an. Cela fait connaître la région".

"Quand la commune est connue, ça lui ouvre quand même d'autres portes. Parce qu'on n'a qu'à voir le nombre de cars sur la place d'Amplepuis : des choses qu'on ne voyait pas avant".

Chez d'autres habitants, les propos sur cette nouvelle emblématisation sont teintés d'ironie :

"Maintenant, Amplepuis, c'est plus le textile, c'est la machine à coudre !"

C'est au contraire non seulement "le textile", - l'industrie -, mais une grande part du passé ouvrier d'Amplepuis qu'évoque la "Cité Déchelette". D'une certaine manière, celle-ci a été quelque peu délaissée dans l'opération de mise en valeur que nous venons d'évoquer. Toutefois, elle est représentée dans une petite salle du musée grâce à une grande photo de l'ancien atelier et à quelques objets à forte charge symbolique (un métier à tisser, le grand crucifix de l'atelier, la cloche de l'usine...). Il y a quelques années, le financement du musée a empêché la municipalité de donner suite aux projets qui lui étaient présentés pour la Cité. Mais surtout, les projets eux-mêmes font question. D'abord parce que la Cité Déchelette c'est une usine et des habitations rénovées, ensuite parce que, comme dans la plupart des ensembles d'habitations de ce type qui ont subsisté⁴, une culture ouvrière continue à s'affirmer.

C'est en 1872 qu'Eugène Déchelette, voulant utiliser les qualités d'une main-d'œuvre rurale connaissant déjà le tissage à domicile, installe une entreprise, "Les tissages mécaniques", à Amplepuis, à l'extérieur du bourg, en limite de la commune de St-Jean-la-Bussière. Inspiré par le catholicisme social, il installe, avec l'usine et sa propre maison, des habitations pour les ouvriers, des jardins avec leur cabane appelée "maison en bois", une chapelle, une école, et une "coopérative". En 1967, d'autres entreprises de tissage succèdent à celle de Déchelette, puis après 1981, une entreprise de rideaux.

Dans le contexte des crises qui affectent l'industrie textile, le problème du devenir des bâtiments industriels est un problème crucial. A Amplepuis, l'idée de les abandonner ou de les transformer en lieux de

⁴ Voir sur ce point, notamment, les travaux de Michel Bozon et de Philippe Lucas.

tourisme, de les muséifier, d'en faire un "patrimoine" à "conserver" ne va pas de soi. Ces dernières années, confrontés à la diminution des emplois, aux licenciements et au chômage, certains ont repris le slogan : "des usines dans les usines". Pour sauver l'emploi, certains ne s'apitoient guère sur le fameux "passé textile" de la ville, d'autant moins que, dans plusieurs discours, "textile" est synonyme de bas salaires. Aussi les comportements, dans la politique industrielle, de certains chefs d'entreprise, sont-ils parfois mis en accusation.

"Quand l'usine Michelin a voulu s'implanter à Amplepuis, il y a environ vingt ans, les chefs d'entreprise du textile ont fait pression sur la municipalité pour qu'ils refusent. Ils avaient peur que Michelin débauche leurs ouvriers par des salaires plus attractifs. Michelin s'est installé à Roanne..."

Mais à la Cité Déchelette, le problème du devenir de l'usine est encore plus aigu du fait que les habitants restent attachés à ce quartier, même si les formes spatiales en manifestent encore (à une échelle moindre, mais de manière analogue à celle du Creusot ou d'autres "Cités") les anciens rapports de domination. Ceux qui ont été obligés d'aller travailler à l'extérieur - jusqu'à Roanne parfois - ne souhaitent pas déménager, parce qu'ils tiennent à un mode de vie (les heures passées dans le jardin et sa "maison en bois", les verres de vin bu avec les amis, les parties de boules...), au moins ce qui reste d'un mode de vie que les plus anciens habitants décrivent avec émotion lors des entretiens⁵.

Cet attachement, bien sûr, n'est pas unanime (*"Ici, c'est un trou ; si je pouvais mettre des roulettes à ma maison et la monter sur la colline..."*). Car le quartier Déchelette est séparé du bourg, et stigmatisé,

⁵ Nous renvoyons, pour la description de cette culture ouvrière, à l'étude de A. Vincent, dont nous ne pouvons ici citer que la conclusion : *"Ainsi tous les éléments de la mémoire ouvrière recueillis au cours de nos entretiens laissent transparaître l'existence d'une véritable identité Déchelette, s'originant dans la construction d'une réelle communauté, quasi autonome par rapport au reste de la ville..."*

Le sentiment d'appartenance à cette communauté est assez fort pour que, plus de vingt ans après la déstructuration du quartier, il soit encore au fondement d'attitudes et de pratiques". (André Vincent, "Le quartier Déchelette à Amplepuis, Etude ethnologique et propositions d'équipement", Ecomusée du Roannais, rapport multigraphié, 1988).

de telle sorte que - nous le constatons à nouveau - il ne va pas de soi de le mettre en valeur ou même de le présenter au regard des autres : un habitant de la cité, qui y a travaillé pendant 43 ans déclare : *"Les gens étaient considérés comme des voleurs... Passé le pont Pirant, on disait que ça craignait"*.

L'opinion des gens du bourg, aujourd'hui, - et bien que ceux de la Cité fréquentent la ville -, révèle parfois au minimum une méconnaissance : *"Maintenant, c'est uniquement des Portugais qui y habitent"*.

On comprend, dès lors, que des réticences très diverses et venant de diverses catégories d'acteurs, se manifestent à l'égard de la mise en valeur⁶ de la Cité pour laquelle de multiples projets se sont succédés (les plus récents étant ceux de l'Ecomusée du Roannais) :

"La Cité Déchelette, c'est pas beau. Y a plus beau que ça. Y a rien, absolument rien. Le quartier Déchelette est un immense quartier désaffecté".

"Les vieilles maisons là-bas..."

Certains redoutent les touristes, et aussi les chercheurs (*"pour voir quoi ?"*) :

"Comment faire pour que les gens ne braillent pas en courant dans les rues, ne jettent pas tous leurs papiers par terre ?"

Aussi, lorsqu'on reconnaît l'importance des significations passées attachées au lieu, voudrait-on parfois que la "conservation" et l'"exposition" de ce passé soient réservées aux seuls habitants : *"Les retraités, pour eux, ça évoque quelque chose..."*

Mais ce qui est peut-être surtout redouté, c'est que la transmission de ce passé à d'autres en méconnaisse la signification essentielle ou certaines significations essentielles pour ceux qui l'ont vécu :

⁶ Nous utilisons cette notion empruntée au vocabulaire politique, mais pour lui faire désigner ce que des auteurs comme J. Davallon ont analysé de manière remarquable en parlant de mise en exposition et en exploitation.

“Une classe de terminale riait en visitant le quartier. Et j’entendais certains dire : ils devaient pas être malheureux... Alors, je me suis permis (!) d’intervenir, et je leur ai expliqué ce qu’était le quartier, les grèves, etc. Ils m’ont écouté, et, à la fin, ils m’ont même remercié. J’étais content...”

De la même façon, la multiplicité même des projets concernant la transformation en musée de la chapelle de la Cité, les débats sur le contenu (musée “paysan” ou musée “ouvrier” ?) ne font que manifester l’énormité de l’enjeu, à savoir l’identité elle-même.

Parmi les multiples conclusions que l’on pourrait tirer de cette analyse, retenons-en pour l’instant une seule : autant il est facile pour la plupart des acteurs de jouer avec la figure de l’inventeur de la machine à coudre, autant les significations qui peuvent être “attribuées” dans la constitution d’un patrimoine Déchelette sont trop liées aux cultures, aux identités et aux conflits entre groupes pour que le travail d’imposition du sens soit facile.

II - COURS-LA-VILLE

Cours est considérée comme ayant élaboré plus tôt qu’Amplepuis des politiques de (re)développement, pour sortir des crises du textile. Elle s’affirmait jadis comme la “capitale de la couverture” ; elle s’affirme aujourd’hui, ainsi que l’indique un panneau placé à l’entrée de la ville, “Cité industrielle”. Les tenants du développement local en ont utilisé les multiples procédures, mais plutôt que la carte du tourisme “vert” et “culturel”, ils ont surtout joué celle de la reconversion et de la diversification industrielles. Ce qui n’a pas été sans poser, là encore, des problèmes d’image de marque, et surtout des problèmes d’articulation passé-avenir.

Il faut à la fois, en effet, affirmer une continuité (l’activité et la prospérité passées, fondées sur la mono-industrie et un petit “empire” industriel sont le gage des compétences et du dynamisme actuel) et marquer une rupture (même si la couverture a été en partie remplacée par la serpillière, l’avenir n’est pas dans le textile). C’est pourquoi, dans les discours, on peut observer une sorte de va-et-vient incessant et

contradictoire entre le passé et le présent. C'est aussi sans doute la raison pour laquelle on a pu observer ces dernières années un double refus, ou au moins un double débat : autour d'un musée de la couverture (demeuré "musée-fantôme"), autour des visites d'usines (montrer l'usine la plus moderne, et non les vestiges des anciennes entreprises, même s'ils témoignent d'un glorieux passé).

Dans la plupart des entretiens, l'industrie de la couverture sert de référence identitaire, permet de caractériser la ville par rapport aux villes voisines et au reste du monde :

"Ce sont les industries de la couverture qui font le renom de Cours".

"C'était renommé. Ils⁷ faisaient beaucoup d'exportation".

"Cours, c'est le berceau de la couverture. A ce moment-là, Cours travaillait avec le monde entier... Les Coursiauds ont monté des usines aux colonies. Ils avaient des relations avec la Chine..."

"Le textile, c'était la fortune de Cours".

Mais, en même temps que cette sorte d'âge d'or, le mot textile est associé à l'image du déclin, de la décrépitude présente qui est celle d'une partie de l'espace urbain :

"Ce qui symbolise le textile, pour moi, c'est le nombre d'usines fermées, à Cours, de châteaux abandonnés".

C'est l'industrie de la couverture qui est porteuse à la fois du souvenir de la grandeur passée et de l'image de mort, car, selon les entrepreneurs, les responsables municipaux, des habitants interrogés, la reconversion, relativement précoce, ne s'est pas faite dans le textile :

"Ceux qui se sont reconvertis sont encore en place. Ceux qui ont continué la couverture sont morts".

"On a eu la chance, à Cours, d'avoir une reconversion. La mono-industrie est une catastrophe. A Cours, on s'en est pas mal sorti".

"La diversification date de bien avant la première crise".

⁷ Ce sont les retraités des usines Poizat, - première entreprise en date et en importance pour la couverture -, qui parlent ici. Nous reviendrons sur la question de l'identification à l'usine.

A partir des stratégies politiques, il est possible de comprendre que le projet d'un musée de la couverture, fait en 1978, soit resté à l'état d'ébauche, et qu'en 1988 la municipalité ait déclaré qu'il "n'avait pas de caractère d'urgence" et pas "d'intérêt local".

On comprend également que, pour une partie des habitants, même âgés, si l'on fait visiter des usines, il faut que ce soit "des usines qui marchent". L'entreprise de mécanique Laroche est souvent citée. Ou encore Malherba (et cela d'autant plus, semble-t-il, que les dirigeants d'entreprise sont "du pays").

"Laroche devrait être intéressante à visiter. Ils travaillent beaucoup pour l'étranger. C'est une belle usine".

"Il a eu l'Oscar de l'exportation. Ce n'est pas rien".

Mais, s'il a fallu d'une certaine façon mettre de côté le blason "Capitale de la couverture", tout le monde à Cours n'est pas prêt à faire table rase du passé, à laisser s'écrouler ou à laisser démolir ce qui subsiste d'un ancien "empire industriel", celui des Poizat. Depuis la fermeture de l'usine, en 1972, plusieurs actions de "sauvegarde du patrimoine" ont eu lieu : l'étude rapide des volontés et des résistances permet d'en comprendre les enjeux.

Créée en 1853, participant de la "révolution industrielle" dans la région, l'entreprise Poizat a été le fleuron de l'industrie à Cours. Spécialisée dans la fabrication de couvertures, - qui comprenait et induisait de multiples activités -, elle fut en plein essor jusqu'en 1939 et employa jusqu'à 400 ouvriers. L'usine utilise dès le début la machine à vapeur, et une ligne de chemin de fer privée Cours-Saint Victor est créée pour assurer les transports. La "famille" Poizat, qui possède près du tiers des terrains de la commune, fait construire des maisons bourgeoises, appelées "châteaux", et aménager des parcs.

Après la fermeture de l'usine, la municipalité envisage de se porter acquéreur, en particulier pour restructurer le centre-ville. L'usine elle-même sera reconvertie en logements sociaux (OPAC) et locaux artisanaux. Les parcs et châteaux seront peu à peu achetés.

Dans la mémoire collective, et plus particulièrement dans la mémoire ouvrière, le nom de Poizat est attaché à des images

ambivalentes. D'un côté, il suscite, on l'a vu, l'évocation de l'ancienne prospérité. Mais l'opposition nous/eux joue dans les discours (*"Ils ont fait bâtir tous ces châteaux"*), et les plus âgés évoquent parfois la distance maintenue avec la population :

*"Les Poizat ne se mêlaient pas à la population de Cours".
"C'étaient des seigneurs, ils ne se mélangeaient pas".*

Cependant pour les anciens ouvriers, l'usine c'était (comme chez Déchelette) "leur vie", ils y constituaient une communauté et s'y sentaient d'une certaine manière "chez nous".

"Chez Poizat, c'était très familial. Il y avait énormément de très anciens ouvriers ; ils se connaissaient depuis très longtemps. On passait sa vie dans les usines. On se détendait à l'usine".

"Les ouvriers, ils appartenaient à l'usine Poizat et ils en étaient (sic) supérieurs. Malgré toute l'insalubrité, la difficulté, ils arrivaient à s'attacher à leur usine, ils disaient : "chez nous".

Aussi, le projet de démolir l'usine, qui fut, dit-on, un moment celui du maire, rencontre-t-il une nette hostilité. C'était, d'une certaine façon, effacer une culture et son espace propre. Lorsque certains évoquent la *rue de la Vapeur*, ils parlent de l'usine et de la machine qui en était le "cœur", mais aussi d'un quartier ouvrier peuplé et vivant dont la rue, "noire de monde", était l'axe.

En proposant la mise en valeur de la machine à vapeur - maintenant placée bien en vue, sur une sorte de place dégagée entre l'ancienne usine et le parc du "château" -, l'écomusée du Roannais rencontra donc un écho favorable auprès de la population. De même, réhabiliter l'usine en logements sociaux, c'était d'une certaine façon rendre aux ouvriers ce qui, au fond, leur appartenait. Un ancien ouvrier de Poizat, qui habite "l'usine", déclare avec humour : *"Peut-être qu'un jour, j'emmènerai même dans le château"*.

Le devenir des châteaux, après l'acquisition par la municipalité, fut en effet l'objet d'âpres débats. Lorsqu'il fut question de les démolir, la population, même ouvrière, ne fut pas majoritairement favorable. Elle les constitua en patrimoine architectural, en patrimoine local et surtout en patrimoine industriel, ou, si l'on peut dire, ouvrier.

"Les châteaux, on est bien content si ils restent. C'est joli. Ça fait l'admiration. Et parce que c'est notre pays. On les a toujours vus".

"Les ouvriers de chez Poizat considéraient que c'était leur bien, les châteaux. La municipalité voulait faire une salle de sport, les démolir complètement. Surtout les ouvriers de chez Poizat ont crié au scandale. Pour ce que ça représentait : ça représentait le prestige de Cours. Ils considéraient que c'était un peu grâce à leur travail... La famille (Poizat) avait pu profiter du travail de tout le monde. C'était grâce à eux"⁸.

Il n'est pas étonnant que l'exposition sur la couverture, organisée dans le sous-sol de l'usine transformée et comportant un métier à tisser "que l'on faisait marcher", ait eu du succès. Elle fut considérée, par ceux qui en parlent aujourd'hui, comme une sorte de vaste photographie où l'on pouvait "se reconnaître" et aussi comme un moyen de "montrer aux jeunes", qui "ne connaissaient pas", ce qu'était le travail, et donc la vie d'autrefois. Mais ce succès est sans doute à resituer par rapport à un lieu riche de signification, à un cadre qui a reçu une nouvelle affectation, mais qui demeure celui de la vie présente du groupe. Le passé n'apparaît pas ici comme mis en vitrine pour le regard extérieur, et l'exposition semble avoir fonctionné comme "tradition".

Aujourd'hui, dans le centre de Cours, l'espace du "château" a été réinvesti. Le parc est devenu jardin public ; il est dominé par la façade du château, sorte de décor derrière lequel une salle de sport a été construite (le dimanche, on y joue à la boule "lyonnaise").

Le rachat et la réhabilitation des biens de l'entreprise et de la famille Poizat, - devenus bien public -, furent salués dans la presse locale (voir Le Monde du 19.08.1986) comme la victoire de la gauche sur la droite ("un petit air de revanche sonne alors aux oreilles des conseillers municipaux"), et aussi, de manière plus lyrique, comme celle de la république sur la monarchie⁹. Cette vue des choses n'est pas fausse, mais doit être approfondie. Il faut souligner, en effet, le travail de la mémoire collective, qui investit objets et lieux d'un système de

⁸ Ce propos, qui semble hésiter devant l'énormité de l'affirmation, est tenu par une retraitée, employée (secrétaire) dans l'industrie textile.

⁹ Le propos ("*Cours vient de passer en un seul jour de la royauté à la république*") aurait été entendu à la Préfecture du Rhône lorsque le maire fit part de la décision d'acheter les 13 500 mètres carrés de l'usine, le château et son parc.

significations si fort qu'elles s'imposent, finalement, aux politiques de "développement".

On pourrait donc, en caricaturant, tracer, à partir de ces deux terrains, deux modèles opposés (la Cité Déchelette/l'entreprise Poizat ; le musée de la machine à coudre/la machine à vapeur monumentalisée, etc...). Les usages sociaux des objets et lieux industriels sont divers, comme sont diverses les pratiques patrimoniales. Plus exactement, c'est le sens même du mot patrimoine qui varie, selon le type d'activités symboliques, selon les conflits entre groupes concurrents pour le sens et l'usage, selon les rapports entre les politiques (urbaines, de développement, etc.) et la mémoire collective.